

15 juillet 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les mesures en faveur de l'emploi des jeunes, à Paris le 15 juillet 2009.

Chère Christine LARGARDE,
Cher Laurent WAUQUIEZ,
Cher Martin HIRSCH,
Mesdames et Messieurs,

Le 24 avril dernier, je visitais le campus de Veolia, dans le Val d'Oise et j'ai eu l'occasion de dire que c'était à mes yeux un centre modèle, où sont formés chaque année 900 jeunes, issus de tous les horizons et qui trouvent ensuite un travail chez Veolia Environnement.

Je veux dire à Henri PROGLIO que j'admire le travail qu'il fait et que franchement cela fait plaisir de voir un chef d'entreprise qui accorde une telle importance aux questions de formation et à l'emploi des jeunes. C'est dans ce cadre là que je lui ai demandé de rassembler les énergies des grandes entreprises de France, privées comme publiques, pour qu'elles s'engagent en faveur des formations en alternance, c'est-à-dire de l'apprentissage et des contrats de professionnalisation, dont nous savons tous qu'il s'agit d'une étape clef vers l'emploi durable.

Il y a d'ailleurs quelque chose d'in vraisemblable : tout le monde sait que ces formations sont le passeport pour l'emploi des jeunes et en même temps on continue à traîner une image qui n'est absolument pas au niveau des résultats de ces formations. C'est consternant ! On continue à vanter des dispositifs universitaires qui amènent les jeunes -pour certaines filières- à la certitude du chômage et on continue à montrer du doigt des formations en alternance qui amènent les mêmes jeunes à la certitude de l'emploi. A-t-on jamais vu un décalage aussi phénoménal entre l'image et le résultat ?

L'engagement des chefs d'entreprises qui sont ici - je voudrais d'ailleurs les en remercier tous individuellement - est capital à mes yeux. En effet, si la crise que nous traversons touche nombre de nos concitoyens, elle affecte encore plus durement les jeunes. C'est très simple, en un an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a progressé de 40%. Derrière la froideur comptable de ce chiffre, il y a bien sûr l'angoisse de centaines de milliers de jeunes et de leurs familles.

Or les 500 jeunes qui sont présents aujourd'hui le savent bien : en choisissant les formations en alternance, ils ont fait le choix de l'avenir. Les contrats d'apprentissage et de professionnalisation, qui allient connaissances théoriques et application pratique en entreprise, sont le meilleur moyen pour s'insérer dans la vie active. Le taux d'accès à l'emploi est de 70%. On ne peut pas, sous prétexte que c'est la crise, réduire le nombre de ces formations. Or les premiers indicateurs dont nous disposons en avril montraient que si on ne faisait rien, ces formations, qui promettent à 70% des jeunes un emploi, diminuaient de 20% à 30% cette année. C'est très simple, c'était inacceptable.

Henri PROGLIO a lancé un appel et plus de 50 des plus grandes entreprises du pays y ont répondu. Tous les secteurs de l'économie sont représentés. Vos entreprises sont bien sûr dans des situations très différentes face à la crise. Si toutes sont pénalisées, les choses sont particulièrement difficiles pour certaines. Je pense notamment à la filière automobile.

Vous vous êtes engagés à embaucher plus de 100 000 jeunes en alternance en 2009 et 2010, c'est 24 000 de plus que ce que vous aviez prévu de faire fin 2008. Si toutes les entreprises du pays suivent votre exemple, c'est 140 000 contrats supplémentaires que nous pourrions offrir

pays suivent votre exemple, c'est 140 000 contrats supplémentaires que nous pourrions offrir aux jeunes. Je sais bien l'effort que cela représente pour vous. Votre comportement est exemplaire et je demande solennellement à toutes les entreprises de France de suivre la voie que vous avez fixée.

Laurent WAUQUIEZ et Martin HIRSCH m'ont dit que de nombreux partenaires étaient prêts à participer et avaient commencé à se mobiliser : le MEDEF, la CGPME, l'artisanat, les réseaux des chambres de commerce et des chambres de métiers. Je pense notamment aux développeurs de l'apprentissage et des contrats de professionnalisation. C'est vraiment un enjeu considérable pour notre pays.

Je voudrais vous assurer que du côté de l'Etat nous allons agir en partenariat avec les jeunes et les entreprises, bien sûr. Mais aussi avec les partenaires sociaux et les régions. Qui pourrait comprendre dans la période actuelle nous ne travaillions pas ensemble ?

J'aimerais préciser les trois principes qui guident notre action.

Le premier, c'est le refus des fausses solutions.

Je veux être très clair. Si vous saviez le nombre de gens qui viennent me dire "laissez-nous faire partir des seniors en préretraites, cela fera de la place pour les jeunes...". Je n'accepterai pas cette politique. Que les choses soient entendues, je suis prêt au partenariat, à la concertation, au dialogue mais cela fait trop longtemps que l'on raconte des balivernes aux Français. S'il suffisait de faire partir les plus de 55 ans en préretraites pour donner du travail aux jeunes, on se demande bien pourquoi la France est de tous les pays européens celui qui a le moins de quinquagénaires au travail et le plus de jeunes au chômage. Cette porte là, je le dis de la façon la plus nette, elle est fermée. Je ne crois pas au partage du travail. Je n'y crois pas parce que je le dis aux jeunes qui sont présents ici, cela n'a marché nulle part dans le monde. Si vous mettez un plus de 50 ans en préretraite, vous le privez d'un revenu, le revenu de son travail et vous diminuez le nombre d'heures travaillées dans l'économie française. Vous diminuez donc la croissance. Si vous diminuez la croissance, les premiers qui en sont victimes, ce sont les jeunes qui attendent un emploi à la porte des entreprises. Il faut que plus de gens travaillent et pas moins. Donc opposer le travail des quinquagénaires -et je ne le dis pas parce que je suis concerné-, au travail des plus jeunes est une absurdité. Cela fait partie de ces idées fausses qui ont conduit la France à accumuler un grand retard économique. Je n'ouvrirai pas la porte là-dessus.

La deuxième idée fausse, et je vais fermer la porte avec la même force, est que les jeunes ne pourraient accéder à l'emploi qu'au prix d'une précarisation accrue. Je le dis tout net, je ne l'accepterai pas. Les jeunes doivent avoir un vrai emploi, une vraie formation, un vrai contrat de travail. Ce n'est pas en sous-payant les jeunes, en leur donnant moins de garanties qu'on leur donne confiance et qu'on prépare l'avenir. Vous vous souvenez, le CPE? J'étais contre déjà à l'époque. Pas parce que cela a entraîné des manifestations. J'en ai eu. Mais il y a les bonnes raisons et il y a les mauvaises. Je n'irai pas expliquer aux jeunes que parce qu'ils ont moins de 26 ans leurs droits sociaux doivent être moindres. Que l'on ne compte pas sur moi pour cette politique parce que ce n'est pas une politique juste. C'est une politique absurde. Est-ce que vous l'accepteriez pour vos propres enfants ? Cela n'a aucun sens, aucun, et d'ailleurs cela n'a jamais marché. A un moment donné, il faut réfléchir à ce qui marche et à ce qui ne marche pas.

Troisième idée fausse, c'est croire aux remèdes miracles, aux usines à gaz, qu'on mettrait des mois à mettre en place, auxquelles personne ne comprendrait rien et dont on se rendrait compte, in fine, qu'elles n'ont eu aucun effet. C'est une spécialité nationale. Chaque gouvernement, chaque ministre, chaque Président invente son petit truc immédiatement abandonné par le successeur. On ripoline la façade, mais c'est la même chose et surtout c'est le même résultat. Je n'en veux pas. Je veux des solutions qui marchent, qui marchent tout de suite, que les entreprises et les jeunes connaissent et dans lesquelles ils ont confiance. L'alternance, cela marche. Donc je ne vois pas pourquoi je vais aller inventer un système concurrent alors que nous avons à notre disposition quelque chose que connaissent les entreprises et que connaissent les jeunes.

Deuxième principe, Je voudrais que l'on apporte une réponse à tous les jeunes. Car chacun est

dans une situation différente. Certains sont peu formés, manquent de qualifications et sont donc plus vulnérables sur le marché de l'emploi. D'autres ont juste besoin d'une première expérience pour leur mettre le pied à l'étrier. D'autres encore sont très diplômés, parfois dans des filières qui étaient jusque là porteuses, et pourtant, ils trouvent aujourd'hui une porte close. Le défi qui est le nôtre, c'est de s'adresser à la totalité du spectre. Je le dis à Laurent et à Martin, le fait qu'on soit surdiplômé n'est pas le sujet. Si on ne trouve pas d'emploi, on est un chômeur. Donc on a besoin d'être aidé. La question voyez-vous, celle que nous voulons attaquer, c'est celle de l'emploi de tous les jeunes, pas simplement d'une catégorie. Mon devoir de Président de la République, le devoir du Gouvernement, c'est de ne laisser personne au bord de la route. Parce que quand on laisse quelqu'un au bord de la route, outre le problème social et l'injustice que cela représente, c'est un coût économique considérable. C'est une force de travail, c'est une intelligence, c'est une énergie dont le pays ne se sert pas.

Troisième principe, tout faire pour proposer aux jeunes des emplois dans le secteur marchand, dans les métiers dynamiques de notre économie, qui connaissent de vrais besoins et qui seront les premiers à rebondir après la crise. Et lorsqu'on propose aux jeunes des emplois dans le secteur non marchand, il faut que ce soit pour leur permettre d'acquérir des compétences qui seront transférables du secteur non marchand au secteur marchand. L'avenir des jeunes de France c'est le travail en entreprise. C'est cela qui compte. Pour que vous puissiez fonder une famille et avoir un véritable parcours professionnel.

Nous avons mis en place des moyens importants : nous investissons 1,3 Mdseuros dans l'emploi et la formation d'ici juin 2010 pour aider 500 000 jeunes.

Ces mesures, je voudrais qu'elles soient diffusées le plus largement possible. En effet, si nous demandons aux entreprises de faire des efforts, l'Etat s'engage également à aider les entreprises pour qu'elles offrent cette chance d'insertion durable.

Jusqu'en juin 2010, il y a zéro charges patronales pour l'embauche d'un apprenti.

Toute entreprise de moins de 50 salariés qui embauche un premier apprenti ou qui recrute un apprenti supplémentaire, perçoit une aide de 1 800 euros. En vérité nous n'avons pas choisi cette somme de 1 800 euros au hasard. Cela revient à une prise en charge intégrale du coût du travail pour tout jeune apprenti supplémentaire.

Toute embauche en contrat de professionnalisation bénéficie d'une prime de 1 000 euros. Cette prime est portée à 2 000 euros si le jeune que vous recrutez n'a pas le bac.

J'ai voulu également qu'on porte une attention particulière aux stagiaires. Je suis favorable aux stages. D'ailleurs leur développement fait partie de la réforme du système universitaire. Cela permet aux étudiants de compléter leur formation par des expériences concrètes. Mais les stages restent trop souvent un sas que les diplômés ne parviennent pas à franchir. C'est pourquoi toute entreprise qui offrira un contrat à durée indéterminée à un jeune qu'elle a préalablement accueilli en stage bénéficiera d'une prime de 3 000 euros.

Pour faciliter l'insertion des jeunes, 50 000 contrats initiative emploi supplémentaires seront proposés au second semestre 2009. Cela représente un doublement pour cette année. Ces contrats sont soit à durée indéterminée, soit des CDD de 24 mois. Ils permettent un retour rapide et durable à l'emploi dans le secteur marchand pour les personnes en difficultés et l'entreprise bénéficie d'une aide de l'Etat, qui peut aller jusqu'à 50% du SMIC. On attribuera d'abord ces contrats dans les secteurs porteurs, notamment ceux du développement durable. J'ai bien conscience que l'absence d'expérience professionnelle est souvent un obstacle à l'embauche d'un jeune dans une entreprise. Et bien, cette première expérience professionnelle, nous allons la leur donner. Il y a dans le secteur non marchand cette fois, des employeurs qui proposent des métiers permettant d'acquérir des compétences transférables dans le secteur concurrentiel. Je pense à l'informatique, à la comptabilité, à la communication mais aussi à tous les métiers de la petite enfance. Nous avons donc prévu une enveloppe complémentaire de 30 000 contrats aidés, prioritairement dans les collectivités locales, afin de fournir une première expérience professionnelle utile dans le secteur privé quand ils retourneront dans le secteur privé. Ces contrats passerelles sont financés à hauteur de 90% par l'Etat pendant 12 mois.

Alors est-ce que c'est contradictoire, après avoir dit qu'il fallait tout faire pour envoyer les jeunes vers l'entreprise, de prévoir 30 000 contrats de plus dans le secteur public ? Je ne le pense pas parce qu'il faut considérer toutes les situations des jeunes. Ce que je ne veux pas c'est qu'on recrute sur ces contrats des bac+5. Vous comprenez ? Ce qui compte, c'est que des jeunes qui n'ont aucune expérience, aucune formation, qui passent par le biais des contrats en secteur non marchand, aient ensuite une chance de plus quand ils viendront trouver les chefs d'entreprise. Tout le monde n'est pas prêt à rentrer dans l'entreprise tout de suite, spontanément. Donc on essaye de développer une palette complète de solutions.

La vérité c'est que la crise que nous vivons ne doit pas nous faire oublier que dans notre pays, le chômage des jeunes est un problème structurel. Il existait avant même la crise. C'est une maladie française. Parmi les 20-24 ans, il n'y en a que 46% qui sont en emploi en France contre 63% dans l'ensemble des autres pays de l'OCDE. Voilà le problème français. Et cela ça n'a rien à voir avec la crise. La crise ne fait que renforcer la difficulté.

C'est la raison pour laquelle nous réformons en profondeur notre système universitaire. Bien sûr que l'université ne garantit pas un travail à tous ceux qui sortent de l'université. Mais enfin, l'université doit former à des métiers et pas simplement des intelligences déconnectées totalement des emplois que fabrique l'économie. Cette année, les deux-tiers des universités françaises seront autonomes. C'est un changement absolument considérable. Nous ferons la réforme du lycée, parce que là aussi, je ne peux pas accepter que tant de jeunes se retrouvent en situation d'échec à la sortie du lycée. Et j'examinerai très bientôt les propositions de la Commission sur la Jeunesse présidée par Martin HIRSCH.

Nous allons réformer aussi la formation professionnelle. Le projet de loi est aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Il sera en septembre au Sénat. Je dirais "enfin". Quand je pense qu'on m'accuse d'aller trop vite sur les réformes. J'ai tellement le sentiment qu'on ne va pas assez vite. Ce matin même avec Christine LAGARDE, nous avons tenu une réunion sur la suppression de la taxe professionnelle. Dans le prochain budget, nous prendrons des décisions définitives. Cette réforme, on en parle depuis 25 ans, nous la ferons. Je ne veux plus que les investissements soient taxés.

Nous allons parler dans quelques jours de la nouvelle fiscalité sur l'environnement. La clé pour nous, c'est la compétitivité de la France. C'est pour cela que j'ai été élu : pour faire en sorte que quand la croissance reviendra, la France en profite davantage.

Ce que je dis aux chefs d'entreprises c'est qu'ils ne sont pas seuls. Nous avons réglé le problème des 35 heures. Avec le service minimum, nous avons réglé le problème des grèves qui paralysaient tout et empêchaient les salariés qui n'y étaient pour rien et qui n'en pouvaient plus d'aller au travail. La rupture conventionnelle, c'est-à-dire par consentement mutuel, a été mise en place. On a fait le crédit impôt-recherche, qui permet à la France de disposer aujourd'hui de la fiscalité la plus incitative d'Europe, si ce n'est du monde, pour encourager la recherche. On va supprimer la taxe professionnelle. Bref, nous voulons renforcer la compétitivité du pays et nous voulons que les jeunes puissent en profiter en rentrant dans vos entreprises.

Alors l'apprentissage, la formation en alternance, la formation professionnelle ce n'est pas ringard. Ce sont des filières qui marchent. N'écoutez pas ceux qui depuis tant d'années expliquent doctement quelles sont les bonnes filières pour les jeunes, avec pour résultat qu'un jeune sur deux n'est pas en emploi. Les lycées professionnels sont des lycées d'excellence. Et il faut en finir avec ce snobisme qui consiste à envoyer ses enfants dans des formations qui amènent au chômage parce qu'on les regarde avec le regard d'il y a cinquante ans. Comment ne pas voir qu'il y a des formations, qui aujourd'hui, malgré la crise, garantissent un emploi. C'est mon rôle de Président de la république de le dire, d'en tirer toutes les conséquences et de mobiliser les gens vers ces métiers. Il faut arrêter de former les jeunes à des métiers qui n'existent plus.

Je veux également rappeler qu'on n'a pas moins de droits parce qu'on est jeune mais qu'on n'a pas moins de devoirs non plus. C'est manquer de respect que de dire aux gens "vous n'avez que des droits et aucun devoir".

Je vais m'engager totalement dans cette bataille, qui ne s'arrêtera pas là. Sur le lycée aussi je

Je vais m'engager totalement dans cette bataille, qui ne s'arrêtera pas là, sur le lycée aussi je pense qu'il n'est pas acceptable qu'il n'y ait qu'une seule filière qui soit la filière d'excellence. Que l'on fasse la filière S, c'est parfait. Mais il faut le faire pour de bonnes raisons, parce que l'on veut être ingénieur, pas parce que l'on veut être dans la filière des bons élèves et que dans les autres on considère que si on y est on n'est pas un bon élève. C'est inacceptable que les lycées techniques et les lycées professionnels aient une moins bonne image que les autres alors qu'ils préparent à des formations de qualité.

Et je souhaite d'ailleurs que dans le cadre de l'apprentissage et de la formation professionnelle, on puisse accéder au même niveau de diplôme que dans le cadre de l'enseignement général. C'est insupportable de dire à un jeune ou à une famille dès la troisième : "tu ne pourras pas devenir ingénieur, tu ne pourras pas devenir médecin, tu ne pourras pas devenir cadre". C'est inacceptable. Vous pourrez le devenir mais en prenant une filière qui est différente. Il y a plusieurs voies de réussite, il n'y en a pas qu'une seule. Ce n'est pas parce que l'on réussit ses études entre 18 et 22 ans qu'on a le droit jusqu'à 65 ans d'avoir les beaux postes. Cela peut concerner des gens dans cette salle. Et ce n'est pas, à l'inverse, parce qu'on ne les a pas réussies que l'on n'a pas le droit de faire valoir des qualités de contact humain, de charisme, de générosité, d'engagement total, qui ne s'expriment pas forcément dans un cadre scolaire qui serait le même pour tous. Voilà ce qui est en jeu. Ce n'était pas dans le discours mais franchement

C'est très réjouissant d'avoir des grands chefs d'entreprises qui n'ont pas oublié qu'ils ont été jeunes et que finalement la société leur a permis de réussir grâce à leur travail et leur mérite. En vous ouvrant les portes de leurs entreprises, ils rendent à la société une partie de ce que la société leur a donné en leur permettant de faire valoir leurs qualités. C'est bien de cela dont il s'agit. C'est tout simple. Vous avez pu réussir. Notre devoir c'est de rendre aux autres une partie de ce que la société nous a donné. Qu'est-ce que l'on demande ? Donnez-leur leur chance. Ils ne vous demandent pas de travailler à leur place mais que vous leur donniez une chance. C'est cela l'engagement qui est le nôtre.

Christine le sait, j'ai une totale confiance en elle, Laurent aussi, je ne me laisserai pas arrêter par les immobilistes, par les conservatismes, par les habitudes. Je veux développer l'apprentissage, les formations en alternance. Je veux qu'elles aient une meilleure image et qu'on admire les jeunes qui font ce choix et qu'on les admire parce qu'ils font le choix de la réussite et de l'avenir. Ils font le choix du travail. On doit admirer les gens qui font ce choix là. Ils travaillent tout de suite. Ils n'attendent pas. Ces jeunes là sont la force de la France, et l'image que l'on renvoie d'eux doit être beaucoup plus valorisante. J'ai pour ma part beaucoup d'admiration pour ceux qui font le choix de rentrer dans la vie active, qui savent combiner formation théorique et formation pratique en entreprise, qui veulent conquérir leur autonomie et leur liberté par leur travail. J'ai été élu pour aider ces jeunes là. Pas pour attendre que cela passe. Attendre quoi ?

Je suis très fier de vous recevoir et de vous dire que cette filière que vous avez choisie, j'espère qu'elle vous permettra de vous épanouir. Le pays, la Nation, est fier de votre choix parce que c'est le choix du travail, du mérite et de l'effort. Et il n'y en a pas d'autre.

Allez, bon courage et bonne chance.